

Questions orales

passera à 9 p. 100. En novembre 1988, le premier ministre a déclaré: «Nous veillerons constamment à établir des programmes novateurs et généreux d'adaptation et de recyclage partout où cela sera nécessaire, notre principale priorité étant toujours d'assurer le bien-être de chaque travailleur canadien et de sa famille.»

Je voudrais que le premier ministre nous dise où sont ces programmes d'adaptation. Qu'êtes-vous disposé à faire pour les travailleurs canadiens qui sont aujourd'hui mis à pied à un rythme sans précédent?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les libéraux ont immobilisé au Sénat les mesures prises pour mettre en oeuvre beaucoup de ces programmes d'adaptation. La députée devrait encourager les libéraux à permettre l'adoption de ces projets de loi au Sénat pour que les travailleurs du Canada puissent en profiter.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Monsieur le Président, entre 1983 et 1989, l'économie a connu une croissance annuelle moyenne de 4,25 p. 100. Depuis septembre 1984, 1 600 000 nouveaux emplois ont été créés.

M. Allmand: Personne ne vous croit plus, Brian.

M. Mulroney: Plus de 80 p. 100 de ces emplois sont à plein temps. Bien sûr, l'économie connaît actuellement un certain ralentissement. Le ministre des Finances l'avait prédit dans son budget, à cause de la nécessité d'enrayer l'inflation. Nous le regrettons, mais il ne faut pas perdre de vue que l'inflation est le mal le plus insidieux qui puisse atteindre une économie, car elle fait le plus de tort à ceux qui vivent d'un revenu fixe, aux pauvres, aux malades et aux personnes âgées.

Nous avons délibérément choisi de combattre tout de suite l'inflation, malgré les difficultés que cela occasionne, afin d'avoir une économie plus saine à l'avenir.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Ceux qui ont du mal, ce sont les pauvres, les enfants qui vivent dans la pauvreté, c'est-à-dire le sixième de tous les enfants au Canada, eux qui forment 40 p. 100 de la clientèle des banques alimentaires. Ce sont ces enfants qui en arrachent.

Le premier ministre sait qu'il pourrait proposer une modification sur les normes d'admissibilité variables du régime d'assurance-chômage. Il pourrait s'exécuter immédiatement pour que ces travailleurs touchent des prestations.

• (1430)

[Français]

Monsieur le Président, ce gouvernement ne semble pas comprendre que la TPS va aggraver la récession. Partout au pays les gens le savent. Pour l'industrie aérienne, une compagnie de consultants, Informetrica, estime que la TPS résultera en une perte d'emplois de l'ordre de 4 000 d'ici 1991 et de l'ordre de 7 000 emplois d'ici 1993. Le premier ministre va-t-il enfin prendre la décision de retirer la TPS maintenant?

[Traduction]

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef du NPD a fait précéder sa question d'une allusion aux enfants qui vivent dans la pauvreté.

C'est l'un des problèmes de toute société industrialisée. Un seul enfant serait pauvre que ce serait déjà trop, mais depuis que ce gouvernement est arrivé au pouvoir, plus de 250 000 enfants ont pu échapper à la pauvreté.

Nous entendons maintenir notre politique pour poursuivre la lutte contre la pauvreté chez les enfants.

[Français]

Maintenant, la question de fond de mon amie portait sur la TPS. La députée suggère que la TPS aura un impact sur l'inflation. Oui, c'est vrai. Le ministre des Finances l'a annoncé lorsqu'il fut question tout d'abord de la TPS. Il y aura un impact qui ne va pas durer. D'ailleurs cela est confirmé par le *Conference Board* dans son rapport. Ce sera un impact pendant une année fiscale et ce sera un impact négatif sur le taux d'inflation. J'en conviens fort bien.

Mais depuis 50 ans, différentes commissions d'étude et différentes commissions royales d'enquête ont demandé au Parlement canadien d'éliminer la taxe qui existe actuellement sur les produits manufacturés, d'éliminer cette taxe en faveur d'une TPS afin de moderniser l'économie du Canada pour permettre au Canada de créer davantage d'emplois et de rivaliser avec nos concurrents dans le domaine international. Et la TPS a pour effet, malgré les difficultés, de moderniser notre économie, l'économie du Canada, et c'est précisément cela que nous allons faire.

[Traduction]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Question supplémentaire, monsieur le Président. En octobre 1989, le président de l'Air Transport Association of Canada, Gordon Sinclair, a déclaré que le traitement fiscal des voyages aux États-Unis rendrait nos transporteurs aériens